

La décision fédérale met le feu aux poudres en Valais

Marie Parvex

André Blattmann, chef de l'armée, et Ueli Maurer lors de la conférence de presse de ce mardi. (Keystone)



Le Valais se déchire autour de son aéroport. Il y a ceux qui sont catastrophés et estiment que le retrait de l'armée est lié au désaccord entre la ville de Sion – qui souhaitait le départ des avions de combat – et le conseil d'Etat qui souhaitait maintenir des vols militaires mais en les limitant. C'est la position de l'UDC et de certains PDC estimant que l'aéroport civil n'a que peu de chance de survie sans l'armée. Selon les Syndicats chrétiens ce sont 150 emplois hautement qualifiés qui vont disparaître, dont près de 40 places d'apprentissage ainsi qu'un centre de formation réputé qui forme le quart des polymécaniciens du Valais romand.

«Cette décision catastrophique, le Valais la doit avant tout à un homme, Marcel Maurer (n.d.l.r. président de Sion et PLR), qui aura été le véritable fossoyeur de l'aéroport militaire et de ses 170 emplois et places d'apprentissage qualifiées», déclare l'UDC du Valais romand mardi matin. «Le PS déplore fermement l'attitude du Conseil d'Etat qui désigne la Ville de Sion comme principal traître à la patrie », rétorque la gauche.

Pour le PS, Les Verts et l'association des riverains de l'aéroport, le départ de l'armée est une chance pour le Valais. « L'aérodrome militaire est aujourd'hui un frein au développement économique et touristique du Valais central », écrivent les Verts. « Les nuisances sonores de l'aérodrome militaire empêchent tout développement de la ville dans le secteur sous- gare selon une expertise juridique commandée par la Ville de Sion. » Le parti estime encore que l'aéroport civil est surdimensionné et que le développement de lignes régulières est illusoire en raison de la structure fragmentée de l'hébergement touristique dans le canton. A ses yeux, l'avenir de l'aéroport de Sion est celui des vols de plaisance et de sauvetage tout en réaffectant les terrains à des industries. Plus exactement, c'est dans le domaine énergétique que se trouve l'avenir du canton, écrit le PS.

«Qu'ils puissent rester ou doivent songer à partir, les employés attendent des autorités communales et cantonales une véritable vision stratégique », souligne les Syndicats chrétiens. «Pas un énième lamento anti-fédéral, des larmes de crocodile ou une matze aux clous rouillés exhumée du raccard. Faute de quoi la perte d'emplois et de compétences sera maximum», concluent-ils.